

Motion votée lors du CA de l'Université Stendhal du 18/12/9

Le CA de l'Université Stendhal-Grenoble3 constate que les graves inquiétudes sur l'avenir de la formation des enseignants manifestées l'année dernière par la non-transmission des maquettes n'ont toujours pas été entendues par les ministères concernés. Il juge irrecevable en l'état les propositions faites aux syndicats et aux organisations étudiantes les 13 et 16 novembre dernier, propositions qui ne tiennent compte ni des conclusions du groupe «inter-conférence universitaire », ni des différents groupes de travail, ni de l'avis de la CPU ni de celui de la CDIUFM et du comité de suivi Masters.

Le dispositif actuellement prévu est à la fois inapplicable en l'état et très défavorable à tous les étudiants, ceux qui se destinent à l'enseignement comme les autres. Le calendrier proposé pour l'année de M2 ne permet ni d'approfondir les disciplines fondamentales, ni d'initier les étudiants à la recherche, ni de les aider à aborder les aspects didactiques et pédagogiques du métier d'enseignant. Plus précisément, le CA constate que ces nouveaux dispositifs mis en place au mépris de toute concertation par le gouvernement vont :

0. augmenter la durée des études non rémunérées et la sélection sociale par l'argent
0. envoyer en stage des étudiants sans formation, tout en restreignant considérablement le nombre d'enseignants titulaires, ce qui revient à faire assumer aux stagiaires le rôle de remplaçants
0. placer les épreuves écrites des concours au début de l'année universitaire de M2, favorisant ainsi le recours à des institutions privées pour le bachotage préparatoire aux épreuves durant l'été
0. suggérer aux étudiants de présenter successivement, à quelques semaines d'intervalle, les concours de PE, de PLC, et de PLP
- _. demander aux étudiants de M2 de préparer un oral de concours, suivre des stages (d'observation, de pratique et enfin de responsabilité), se former à la recherche et rédiger un mémoire, s'initier à la dimension internationale de leur fonction future et connaître l'organisation de l'éducation nationale, tout ceci entre février et mai.

Aussi le Conseil d'administration de l'université l'Université Stendhal-Grenoble3 demande au gouvernement qu'il retire ce projet rejeté par l'immense majorité des acteurs du dossier.

Motion adoptée à l'unanimité